



ICA INDIGENOUS MATTERS SUMMIT

SEE US | HEAR US | WALK WITH US

CHALLENGING AND
DECOLONISING
THE ARCHIVE

EGIM ICA

Expert Group on Indigenous Matters
Groupe d'Experts sur les Affaires Autochtones

Conclusions

Normand Charbonneau, Bibliothécaire et Archiviste du Canada adjoint et Vice-Président Programme de l'ICA

À l'issue de cette formidable journée d'échanges, je me dois de formuler quelques paroles à l'attention de mes collègues non autochtones, comme moi, présents aujourd'hui.

Les systèmes coloniaux mis en œuvre dans nos pays, et toutes leurs implications – à savoir, entre autres, des modèles d'enseignement conçus pour anéantir la culture, l'esprit et l'âme des populations autochtones, l'adoption forcée d'enfants, ou encore la délocalisation de communautés autochtones –, ont souvent été appliqués en faisant valoir que c'était pour le bien des peuples concernés, les colonisateurs se considérant comme des êtres supérieurs, alors que la plupart de leurs actions étaient, de toute évidence, motivées par des considérations racistes, voire génocidaires.

Il en résulte des sociétés souvent déconstruites qui, aujourd'hui et pour de longues années encore, continuent d'endurer les séquelles du système colonial.

Nos institutions archivistiques reposent sur les valeurs du système colonial. J'ai pour habitude de dire que la première loi sur l'archivage promulguée dans mon pays est sortie de la plume de quelques hommes blancs, qui l'ont rédigée un cigare aux lèvres et un verre de gin à la main. Mon organisation d'attache reste, à bien des égards, une institution coloniale.

Tout cela doit changer.

Cette volonté trouve son inspiration dans la reconnaissance des injustices passées et du droit des peuples autochtones à vivre selon leurs traditions et leur culture, ainsi qu'à mener leur vie comme ils l'entendent. Contribuer à la réalisation d'un tel objectif devrait être notre ambition.



La décolonisation de notre rapport aux peuples autochtones implique, entre autres, de les consulter sur nos agissements, plutôt que d'adopter une démarche arrogante que l'on pourrait résumer ainsi : « Nous autres, au sein du gouvernement, savons ce dont vous avez besoin et ce qui est bon pour vous ».

Nous devons donc nous engager à consulter les représentants des peuples autochtones sur tous les aspects de nos actions en matière de culture autochtone. Il s'agira d'échanger sur la manière dont ils souhaitent être consultés et s'impliquer, sur ce que nous voulons accomplir et sur la façon dont nous comptons y parvenir.

Cette réconciliation doit prendre la forme d'un engagement à long terme de la part de nos institutions et ne pourra se concrétiser qu'à partir du moment où chacun d'entre nous fera sien ce concept, dans son esprit et dans son cœur. Tout cela prendra du temps et nécessitera une période d'adaptation, tout le monde ne pourra pas avancer au même rythme et certains pourraient ne pas y adhérer du tout. Mais nous devons tenir bon, car il s'agit d'une démarche juste qui s'est trop longtemps fait attendre.

Pour moi, toute tentative de réconciliation sans modification en profondeur du système colonial serait vaine. Nos relations passives ou impérialistes d'autrefois doivent évoluer vers des rapports dynamiques.

Il y a tant de choses à changer. Les peuples autochtones et non autochtones devront collaborer en vue de décoloniser tous les processus sous-tendant leurs relations et mettre en place des protocoles adéquats. Les peuples et les organisations non autochtones devront apprendre à partager ; comprendre qu'ils ne sont pas supérieurs, mais tout simplement différents, et qu'une cohabitation et de nouveaux partenariats, fondés sur un respect mutuel, une plus grande humilité et une connaissance réciproque, constitueront les piliers d'un avenir meilleur.

La situation doit évoluer et l'heure du changement est venue.

Il est temps de VOIR, d'ENTENDRE et de MARCHER aux côtés des peuples autochtones. Il est temps de cesser d'être des agents perpétuateurs du régime colonial et de devenir ceux d'une ère nouvelle, marquée par un meilleur partage des pouvoirs.